



PREFECTURE DU HAUT-RHIN

Direction des
Collectivités Locales et
de l'Environnement

Bureau des Installations
Classées

IS/109

ARRETE

n° 2006-298-9 du 25 OCT 2006

**portant prescriptions complémentaires à la Société PCUK
relatives aux travaux de restauration de la couverture de son site de WINTZENHEIM**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement et notamment son article L 512-3 ;
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les Administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles 18 et 19 ;
- VU** l'arrêté modifié du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement;
- VU** l'arrêté interdépartemental du 17 janvier 2005 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du secteur de l'III, de la nappe phréatique et du Rhin ;
- VU** les arrêtés préfectoraux des 5 juillet 1955, 28 août 1956, 15 octobre 1958, 15 avril 1959, 23 mars 1961, 30 novembre 1961, 23 août 1961 et 2 août 1967 autorisant la société UGINE KUHLMANN à exploiter ses activités à HUNINGUE et notamment à fabriquer du "lindane";
- VU** la déclaration de changement d'exploitant effectuée le 26 janvier 1972 par la société de Produits Chimiques UGINE KUHLMANN ;
- VU** les arrêtés préfectoraux du 17 novembre 1982 et du 28 février 1984 imposant à la société P.C.U.K des travaux de neutralisation d'un dépôt de déchets de lindane, sis sur le territoire de la commune de Wintzenheim, section 27, sur un secteur chevauchant les parcelles 110, 111, 112 et 113 au lieu-dit STROHSAK ;
- VU** la convention du 6 septembre 1985 portant institution d'une servitude sur l'utilisation et l'entretien des terrains, entre le Préfet du Haut-Rhin et M^{me} RITZENTHALER, propriétaire ;
- VU** la lettre du Préfet du Haut-Rhin du 30 juillet 1996 adressée à M^{me} RITZENTHALER demandant d'entretenir le terrain ;

- VU** la réponse de M^{me} RITZENTHALER du 30 septembre 1996 signalant son incapacité financière à payer les travaux d'entretien ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 970085 du 23 janvier 1997 imposant à la société P.C.U.K la réalisation d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines autour du dépôt de déchets de lindane ;
- VU** la lettre du 28 janvier 1997 de Me OUIZILLE indiquant que la société P.C.U.K. est en liquidation judiciaire et de ce fait dans l'impossibilité de mettre en œuvre les mesures prescrites par arrêtés préfectoraux ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 970839 du 16 mai 1997 portant mise en demeure ;
- VU** la lettre DPPR/SEI/BPSE/EN/MB n° 99-696 du 9 novembre 1999 de Madame la Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais du responsable, les travaux d'entretien, de contrôle complet et régulier de la nappe phréatique pour une durée de 2 ans ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 00-0199 du 26 janvier 2000 portant exécution de travaux d'office pour le suivi de l'impact du dépôt de déchets sur les eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté n° 01-1499 du 8 juin 2001 portant exécution de travaux d'office relatifs aux mécanismes de transfert et aux produits de dégradation ;
- VU** la lettre DPPR/SEI/BPSPR/RC n° 99-696 du 19 février 2002 de Monsieur le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, aux frais du responsable, les travaux d'entretien, de contrôle complet et régulier de la nappe phréatique pour une durée de 3 ans ;
- VU** l'arrêté n° 02-1479 du 31 mai 2002 portant exécution de travaux d'office relatifs à la poursuite du suivi de l'impact du dépôt de déchets sur les eaux souterraines ;
- VU** la lettre DPPR/SEI/BPSPR/RC n° 03-487 du 26 décembre 2003 de Madame la Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable autorisant le Préfet du Haut-Rhin à prendre un arrêté de travaux d'office confiant à l'ADEME, une étude pour définir la surface du dépôt qu'il convient de couvrir ;
- VU** l'arrêté n° 2004-14-8 du 14 janvier 2004 portant exécution de travaux d'office relatifs à la réalisation d'une étude d'optimisation technique et financière nécessaire à la mise en place d'une couverture ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2006-101-4 du 11 avril 2006 portant exécution de travaux d'office pour le suivi de l'impact du dépôt de déchets sur les eaux souterraines ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 834/IV du 11 avril 2006 portant interdiction de certains usages de l'eau de la nappe phréatique sur le territoire des communes de Wintzenheim et de Colmar ;
- VU** l'avis favorable émis le 4 juillet 2006 par la Commission Nationale d'Aides « Sites et Sols pollués » relatif aux travaux de restauration de la couverture du site de WINTZENHEIM ;
- VU** le rapport du 3 août 2006 de la Direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du 14 septembre 2006 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

CONSIDÉRANT que le dépôt, à WINTZENHEIM, de déchets de lindane provenant des fabrications que la société UGINE KUHLMANN effectuait dans son usine de HUNINGUE, porte atteinte au milieu naturel et qu'il y a lieu de prendre les mesures utiles pour assurer la sauvegarde des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

- CONSIDÉRANT** qu'il incombe à la société PCUK de veiller à limiter l'impact du dépôt de déchets de lindane à WINTZENHEIM provenant des fabrications de la société UGINE KUHLMANN ;
- CONSIDERANT** que les résultats d'analyses des eaux souterraines réalisées mensuellement montrent une contamination continue en hexachlorocyclohexane ($C_6H_6Cl_6$) au-delà des limites de potabilité des eaux souterraines de la nappe phréatique d'Alsace en aval hydraulique du site (en particulier sur les piézomètres 342-6-235, 342-6-236, W5, W7) ;
- CONSIDERANT** la nécessité de garantir la préservation de la qualité des eaux souterraines de la nappe phréatique d'Alsace conformément aux dispositions du SDAGE du Bassin Rhin-Meuse approuvé par le Préfet de Lorraine le 15 novembre 1996 ;
- CONSIDERANT** que cette contamination en hexachlorocyclohexane des eaux souterraines se situe en amont hydraulique des deux captages d'eau potable du "Dornig" de l'agglomération de COLMAR qui dessert une population d'environ 100 000 habitants à une distance d'environ 4 500 m et qu'il y a lieu, de prévenir la contamination de ces captages AEP.
- CONSIDERANT** les conclusions de l'étude réalisée par la Sté Hydro Invest en septembre 2003 qui conduisent à étendre la couverture de protection existante ;
- CONSIDERANT** les conclusions de l'étude réalisée par TAUW Environnement en mai 2005 destinée à dimensionner techniquement et économiquement la couverture et ses aménagements connexes nécessaires ;
- CONSIDERANT** les bénéfices, les inconvénients et les coûts associés à chacune des techniques envisagées (renforcement de la couverture, extension de la couverture, confinement par parois étanches, confinement total, extraction) pour traiter la décharge en objet
- CONSIDERANT** en particulier les contraintes techniques et les coûts issus des risques sanitaires pour les techniques reposant sur une manipulation des déchets (extraction ou confinement),
- CONSIDERANT** que la lixiviation des déchets par les eaux météoriques constitue le principal mode de transfert de la pollution vers la nappe
- CONSIDERANT** que la couverture de la décharge par géomembrane sur 8000 m² permet de réduire de 99 % l'apport d'HCH dans la nappe
- CONSIDERANT** la dégradation naturelle du HCH
- CONSIDERANT** l'effet de dilution du HCH dans la nappe
- CONSIDERANT** que l'effet combiné des 3 mécanismes précédemment énoncés permet une régression progressive du panache de pollution
- CONSIDERANT** que la couverture précédemment évoquée permet d'améliorer la qualité de la nappe phréatique et de conforter la préservation du captage d'eau potable
- CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement d'imposer ces prescriptions complémentaires à la société P.C.U.K;
- APRES** communication du projet de prescriptions au représentant de l'exploitant,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN ;

ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

La société PCUK Produits Chimiques Ugine Kuhlmann, dont le siège social est 10, place des Vosges 92400 COURBEVOIE, (société en liquidation judiciaire depuis le 23 décembre 1996 représentée par la SCP OUIZILLE de Keating mandataire judiciaire de la liquidation demeurant 51, avenue du Maréchal Joffre 92000 NANTERRE), responsable du dépôt de déchets de lindane, situé sur le territoire de la commune de WINTZENHEIM, au lieudit STROHSAK, section 27, parcelles 110, 111, 112 et 113, devra se conformer aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les personnes physiques ou morales, responsables du dépôt de déchets de lindane, mettront en œuvre les mesures permettant de contenir et résorber la propagation de la pollution en hexachlorocyclohexane observée dans les eaux souterraines.

ARTICLE 3

Ces mesures comprendront les principales étapes suivantes :

- le débroussaillage ;
- le reprofilage du terrain naturel afin de lui donner une pente constante vers l'Est ;
- la réalisation du dôme sur 8000 m², avec des pentes sur les flancs Est et Ouest;
- la mise en place de l'étanchéité de type géotextile + géomembrane PEHD ;
- la mise en place de la couche de drainage (graviers roulés 16/32 avec géotextiles ou géosynthétique drainant). ;
- la mise en place de la terre arable sur 50 cm d'épaisseur ;
- la réalisation des fossés à la périphérie du dôme et d'un bassin de rétention afin de collecter les eaux de ruissellement ;
- la végétalisation.

Ces mesures devront s'appuyer sur les conclusions issues des études réalisées par les cabinets Hydro'Invest et Tauw Environnement.

ARTICLE 4

Les conditions de réalisation de ces travaux ainsi que le calendrier associé devront être communiqués au préfet, dans un délai **de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais engendrés par l'ensemble des dispositions prévues au présent arrêté sont à la charge des personnes physiques ou morales responsables des déchets de lindane.

ARTICLE 6 – AUTRES RÉGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

ARTICLE 7 – DROIT DE RÉSERVE

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation du dit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

ARTICLE 8 – DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 – AUTRES FORMALITÉS ADMINISTRATIVES

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

ARTICLE 10 – SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement.

ARTICLE 11 – PUBLICITÉ

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de WINTZENHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de WINTZENHEIM pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et le Maire de WINTZENHEIM, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le 25 OCT 2006

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Préfet
Le Secrétaire Général

Bernard ROUDIL

Délais et voies de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

